



SNUDI FO 34

Syndicat National Unifié des Directeurs, Instituteurs et professeurs des écoles de l'enseignement public Force Ouvrière

Maison des syndicats

474 Allée Henri II de Montmorency, 34000 Montpellier

snudi.fo34@gmail.com

Tel 06 64 62 70 20/06 78 22 94 53 /06 11 02 42 44

site national : <https://fo-snudi.fr/>

site départemental <http://snudifo34.fr/> Facebook : SNUDI FO 34 X : @SnudiFo34

Instagram : @snudifo34

19 216 journées non remplacées l'année dernière ! Aucune création de poste de remplaçant pour la rentrée 2025 ! Inadmissible !

Alors que l'École publique manque de tout, le budget d'austérité sans précédent que le premier ministre Bayrou vient d'imposer par 49.3 consacre la dégradation des conditions de travail des personnels et des conditions d'apprentissage des élèves. Nous en voyons la traduction sur la préparation de la rentrée scolaire 2025, présentée par Mme la DASEN lors du CSA le 14 février. Impossible pour le SNUDI FO de cautionner un projet de carte scolaire se résumant à 71 fermetures pour 55 ouvertures. D'ailleurs c'est l'ensemble des organisations syndicales qui ont voté unanimement contre, obligeant ainsi à la tenue d'une nouvelle instance le 4 mars.

Déshabiller Pierre pour habiller Paul et au passage, en profiter pour fermer davantage de classes !

La baisse minimale des effectifs, - 518 élèves dans l'Hérault, soit moins d'1 élève par école, n'est qu'un prétexte utilisé pour fermer 16 classes de plus et mettre l'école au pain sec, au lieu de diminuer le nombre d'élèves par classe.

Aucun poste de remplaçant malgré la priorité nationale et académique affichée et alors qu'ils manquent chaque jour. Avec 19 216 journées non remplacées en 2023/24, c'est une moyenne de plus 31 journées pour chaque école du département, pendant lesquelles les élèves sont restés chez eux, ou ont été répartis dans les autres classes.

Il faut des postes pour les remplaçants et pour baisser les effectifs dans les classes !

Plus de 35% des écoles subissant une fermeture auront un effectif moyen de plus de 25 élèves par classe. Nous dénonçons la manœuvre qui consiste à se défausser avec un taux d'encadrement fictif puisqu'il est calculé avec les classes dédoublées en éducation prioritaire et celles qui sont plafonnées hors éducation prioritaire.

En zone rurale, les fermetures pleuvent, malgré la priorité affichée par le ministère et le rectorat d'accompagnement de ces territoires.

Aucune création de poste RASED ni UPE2A, et seulement 4 ouvertures d'ULIS et d'unités autisme alors que des centaines d'élèves sont sur liste d'attente. Par contre ce projet prévoit 5 postes d'enseignant « référent numérique », en pleine pénurie d'enseignants devant élèves et d'enseignants spécialisés ! Interrogée sur les motifs de cette décision, Mme la DASEN explique qu'il faut être au rendez vous de l'IA (intelligence artificielle) et tente de minimiser sa décision : « ce ne sont pas des postes, ce sont des décharges » ! Mme la DASEN, vous pouvez le tourner dans tous les sens, ce sont des enseignants que vous retirez des classes pour suivre la nouvelle marotte du ministère.

Face à la souffrance des personnels confrontés à des conditions de travail devenues si dures qu'elles impactent leur santé physique et mentale, face aux centaines d'élèves privés de place en établissements spécialisés dont Mme la DASEN et M le Préfet continuent à cacher les chiffres, face aux milliers qui n'ont que qu'une poignée d'heures d'AESH mutualisés par semaine, la mobilisation est plus que jamais d'actualité pour défendre nos écoles publiques.

Dans de nombreux départements des mobilisations sont en cours contre les fermetures. A Paris, plus de 170 écoles fermées, 60% de grévistes, une mobilisation avec les parents bien au-delà des écoles concernées par une fermeture. Dans l'Yonne, le Tarn, en Gironde, en Côte d'Or, en Haute Loire... les collègues mobilisés se rassemblent avec les parents ou se mettent en grève et réussissent à faire annuler des fermetures.

Ne laissons pas passer cette carte scolaire !

Au regard du taux de pauvreté de notre département parmi les plus élevés, des conséquences des non-remplacements, des conditions inacceptables de scolarisation de nombreux élèves en situation de handicap, non seulement aucune fermeture ne devrait être envisagée, mais ce sont des dizaines de classes et de postes qu'il faudrait ouvrir pour rétablir des conditions de scolarisation acceptables.

Il faut diminuer le nombre d'élèves dans toutes les classes !

Il faut des remplaçants, des enseignants spécialisés, des AESH, des places en IME et ITEP, des UPE2A, des psychologues scolaires !

- Annulation des suppressions de postes et création de tous les postes statutaires nécessaires !
- Abandon de l'acte 2 de l'école inclusive et retrait du décret visant à généraliser l'externalisation des établissements sociaux et médico-sociaux
- Un statut de fonctionnaire et un vrai salaire pour les AESH, des recrutements d'AESH à hauteur des besoins, abandon des PIAL !

LE SNUDI FO s'est adressé aux autres organisations syndicales (Snuipp, Sud Education, Unsa, Snalc) pour proposer un rassemblement contre les fermetures et sera aux côtés de tous ceux, personnels, parents, élus qui veulent se battre !